



Distr.: GENERALE

E/BCA/TRADE/93/11  
13 octobre 1993

**NATIONS UNIES  
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL**

**Original: FRANCAIS**

---

**COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

**Séminaire/Atelier des Experts préparatoire  
à la cinquième session de la Conférence  
des Ministres Africains des Finances**

**Addis Abeba, Ethiopie  
15-18 novembre 1993**

**ANALYSE DE L'IMPACT SUR LA DETTE EXTERIEURE DE  
L'AFRIQUE DES INITIATIVES PRISES JUSQU'ICI  
POUR ALLEGER LE FARDEAU DE LA DETTE**

## TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
<b>INTRODUCTION</b> . . . . .	<b>1</b>
<b>CHAPITRE I</b>	
<b>LE FARDEAU DE LA DETTE EXTERIEURE DE L'AFRIQUE</b> . . .	<b>3</b>
A. <b>La dette totale</b> . . . . .	<b>4</b>
B. <b>La dette publique garantie</b> . . . . .	<b>4</b>
C. <b>La dette privée</b> . . . . .	<b>4</b>
D. <b>Les transferts nets aux pays africains</b> . . . . .	<b>5</b>
<b>CHAPITRE II</b>	
<b>LES INITIATIVES PRISES JUSQU'ICI POUR RESOUDRE LA CRISE DE LA DETTE</b> . . . . .	<b>5</b>
A. <b>Cadre général d'allègement de la dette extérieure des pays africains</b> . . . . .	<b>5</b>
B. <b>Les initiatives traditionnelles</b> . . . . .	<b>6</b>
i) <b>Les rééchelonnements classiques</b> . . . . .	<b>6</b>
ii) <b>Rééchelonnement pluriannuel</b> . . . . .	<b>6</b>
iii) <b>Les programmes de soutien bilatéral</b> . . . . .	<b>7</b>
iv) <b>Les soutiens combinés multilatéraux et bilatéraux</b> . . . .	<b>9</b>
C. <b>Les initiatives du marché en faveur de la restructuration de la dette</b> . . . . .	<b>10</b>
i) <b>Rachats de dette avec décote</b> . . . . .	<b>11</b>
ii) <b>Echanges et conversions de dettes (Swaps)</b> . . . . .	<b>11</b>
iii) <b>Conversion de dettes en obligations</b> . . . . .	<b>11</b>
iv) <b>Conversion de la dette en prises de participation dans le capital d'entreprises locales</b> . . . . .	<b>12</b>

### CHAPITRE III

#### ANALYSE DE L'IMPACT DES INITIATIVES PRISES SUR L'ENDETTEMENT EXTERIEUR DES PAYS AFRICAINS . . . . . 12

A.	Annulations de la dette . . . . .	13
B.	Rééchelonnements . . . . .	13
	i) Dette publique concessionnelle . . . . .	13
	ii) La dette publique non concessionnelle . . . . .	14
C.	Rééchelonnement pluriannuel . . . . .	15
D.	Allègement de la dette multilatérale . . . . .	16
E.	Allègement de la dette commerciale . . . . .	16
F.	Restructuration de la dette . . . . .	17
	i) Evolution récente . . . . .	17
	ii) Accords d'allègement de la dette avec les banque commerciales 1991-1992 . . . . .	20
G.	Le marché secondaire et les accords swaps . . . . .	20

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS . . . . .	21
--	----

## INTRODUCTION

1. Un des aspects importants de la situation économique et financière critique de l'Afrique en ce début des années 90, est la persistance des facteurs à la fois internes et externes qui empêchent les pays africains à consacrer suffisamment de ressources au financement de leur développement. Parmi ces facteurs figurent le fardeau de plus en plus lourd de la dette et l'incapacité d'un grand nombre de pays à s'acquitter de son service<sup>1</sup>.

2. Les créanciers de l'Afrique ont reconnu depuis 1978 le caractère sévère et durable du problème de la dette. Plusieurs pays et donateurs bilatéraux ont jugé que la pauvreté et les rigidités économiques prévalant dans nombreux pays africains leur permettaient difficilement de respecter leurs engagements financiers sans une assistance extérieure<sup>2</sup>. Depuis 1978 toujours, plusieurs créanciers bilatéraux ont converti leurs prêts concessionnels au développement en subventions sans contrepartie. Le programme spécial d'assistance de la Banque mondiale (PSA) et le mécanisme d'ajustement structurel renforcé du FMI, bénéficiant tous deux du soutien des donateurs bilatéraux, ont été lancés en 1987 pour résoudre les problèmes de la dette des pays en développement de manière plus directe. Au Sommet de TORONTO, les pays industrialisés ont accepté l'idée d'allègement de la dette des pays à faible revenu accablés par le fardeau de la dette. Ils ont élaboré les formes de cet allègement et ont rééchelonné la dette de certains pays africains tel que le Bénin, la République centrafricaine, la Guinée, le Niger, Madagascar, le Mali, la Mauritanie, le Sénégal, la Tanzanie, le Togo, l'Ouganda et le Zaïre.

3. Les mesures de rééchelonnement prises par les créanciers et donateurs officiels tout en constituant d'importantes étapes vers le rétablissement de relations normales entre créanciers et débiteurs, n'ont pas pu résoudre la question de quasi cessation de paiement dans laquelle se trouvent certains pays. L'on estime aujourd'hui qu'une aide importante sous forme d'assistance spéciale est nécessaire pendant un certain temps, au delà de l'expiration prévue du PSA et d'autres programmes spéciaux pour aider les pays endettés à relancer leurs relations économiques internationales.

4. Mais même avec la multiplication des initiatives d'allègement de la dette, les pays africains demeurent surendettés. Les stratégies de refinancement concerté et de réduction des charges financières sous l'égide des institutions financières internationales n'ont eu que des incidences limitées.

5. Le stock de la dette qui est passé de 273,9 milliards de dollars en 1990 à 251,6 milliards ne reflète que partiellement la gravité actuelle en matière d'endettement africain. Les arriérés

---

<sup>1</sup> Voir Commission économique pour l'Afrique (CEA): Stratégies pour la mobilisation des ressources financières pour le développement de l'Afrique dans les années 90. Doc E/ECA/CM.19/5 para 3.

<sup>2</sup> Ch. HUMPHREY et J. UNDERWOOD: Les problèmes de la dette extérieure des pays africains à faible revenu. Document présenté au séminaire sur l'expérience en matière d'instruments de politique économique. Centre Africain d'études monétaires Addis-Abeba 30 avril - 4 mai 1990.

ont augmenté passant de 28,7 milliards en 1989 à 32,3 milliards en 1991. Les indicateurs de solvabilité/liquidité tout comme les ratios de la dette et du service de la dette ne s'améliorent pas. Les effets de la variation des taux de change, c'est-à-dire la dépréciation du dollar comme monnaie de réserve et de remboursement de la dette par rapport aux autres devises, doublé de la dépréciation des monnaies africaines, ont augmenté le poids relatif de la dette. En conséquence les ratios dette extérieure PNB atteignent en moyenne 101,2% en 1991 alors qu'ils n'étaient que de 38,9% en 1980<sup>3</sup>. En outre la crise du Golfe et les signes d'une croissance ralentie dans les pays de l'OCDE ont eu aussi un impact défavorable sur l'accès des pays africains aux marchés des capitaux. Et au moment où les banques commerciales font face à une pression concurrentielle et réglementaire pour satisfaire les exigences de ratios prudentiels des autorités de supervision bancaire dans les pays développés, l'Afrique est progressivement exclue du système financier international.

6. La problématique du surendettement des pays africains est rendue encore plus complexe par l'apparition du syndrome de la lassitude des donateurs qui ne veulent pratiquement plus aider les pays africains surendettés. En outre les institutions internationales de financement qui fournissent la plus grande proportion de ressources à l'Afrique doivent maintenant répondre à des demandes accrues d'autres régions et en particulier l'Europe de l'Est et l'Europe centrale.

7. Du point de vue strictement économique quatre mesures d'assainissement sont envisageables pour que le cycle de l'endettement entre au plus vite dans sa phase de désendettement<sup>4</sup> à savoir:

- i) L'annulation par les créanciers publics et privés de l'ensemble des dettes africaines;
- ii) L'augmentation des exportations des pays africains d'environ 30 à 50%;
- iii) La mise en place de nouvelles techniques d'allègement de la dette;
- iv) La recherche de nouvelles sources de financement et le démarrage de nouvelles initiatives susceptibles de mobiliser environ 300 milliards de dollars en faveur des pays africains d'ici l'an 2005<sup>5</sup>.

8. Comme il ressort de ce constat, le rapport de forces entre créanciers et débiteurs paraît très inégal<sup>6</sup>. Les quatre variables clés de désendettement sont entièrement gouvernées par les

---

<sup>3</sup> Banque mondiale: World Debt Tables 1992-93.

<sup>4</sup> Voir P.H. DEMBISKI: l'endettement international coll. Que Sais-je? PUF 1989.

<sup>5</sup> CEA: Doc. E/ECA/CM.19/5 op.cit. tableau 4.

<sup>6</sup> P. NOREL: Crises et tiers monde, une approche historique, ed.syros Paris 1986  
M. IKONICOFF: L'art et la manière d'utiliser les multinationales, Monde diplomatique mai 1985.

créanciers. Il en a ainsi de l'annulation des créances et de la mise en place de nouvelles techniques d'allègement de la dette. L'augmentation des exportations des pays africains passant par le démantèlement ou l'abaissement des barrières tarifaires dépend du bon vouloir des pays développés. Il en est de même de la mobilisation de ressources additionnelles.

9. Comme la crise de la dette africaine ne constitue pas une menace globale pour le système financier international, il est très difficile d'amener la Communauté internationale à multiplier les initiatives pour alléger le fardeau de la dette extérieure de l'Afrique<sup>7</sup>.

10. La présente étude qui analyse l'impact sur la dette extérieure de l'Afrique des initiatives prises jusqu'ici pour alléger le fardeau de la dette extérieure de l'Afrique comprend trois chapitres:

- I. Le fardeau de la dette extérieure;
- II. Les initiatives déjà prises pour la solution de la dette;
- III. L'analyse de l'impact des initiatives sur l'endettement extérieur des pays africains.

## CHAPITRE I - LE FARDEAU DE LA DETTE EXTERIEURE DE L'AFRIQUE

11. Lors de l'irruption de la crise en 1982, les risques de perturbation du système financier international par le fait d'une réaction en chaîne avaient créé une solidarité forcée entre débiteurs et créanciers. Des milliers de banques de toutes tailles et de tous pays avaient accepté les procédures de consolidation et de rééchelonnement. Les banques internationales étaient alors surexposées et sous-capitalisées. L'intervention des organismes multilatéraux et des gouvernements de l'OCDE avait imposé "l'ordre du système" aux pays en développement qui ont dû adopter des programmes de stabilisation macro-économique tandis que les banques du Club de Londres acceptaient de participer à des crédits "défensifs". Elles ont augmenté leur encours afin de refinancer les paiements d'intérêt et protéger ainsi la qualité de leurs créances. Cette époque est maintenant révolue. Bien que le système bancaire présente des disparités marquées, un grand nombre de banques ont consolidé leurs bilans en accroissant leurs fonds propres et le niveau des provisions pour créances douteuses tout en réduisant leurs encours de risques pays. Les pays débiteurs ont adopté des mesures de redressement fiscal et monétaire par la régulation du marché. Les créanciers officiels ont participé à ces efforts à la fois en soutenant les programmes d'ajustement mais aussi en acceptant des réductions de dette et en encourageant les banques commerciales dans la voie d'approvisionnement des créances. Malgré des résultats honorables, cette stratégie n'a pas résolu le problème aigu du surendettement pour nombre de pays en développement. Les perspectives de retour aux marchés de capitaux restent très incertaines, à part quelques exceptions notables en Amérique latine.

---

<sup>7</sup> P. ARNAUD: La dette du tiers monde. Ed. La découverte Paris 1984.

A. La dette totale

12. Le stock<sup>8</sup> de la dette totale de l'Afrique comprenant la dette publique garantie, (bilatérale et multilatérale), la dette privée et les tirages sur le Fonds Monétaire International (FMI) qui se situait à la fin de 1991 à 273,8 milliards de dollars est montée à 281,7 milliards en 1992. Le total représente à fin 1992, 285,2% des exportations des biens et des services du continent africain et 98,3% de son PIB. La dette décaissée qui était de 240,5 milliards de dollars en 1991 est montée à 242,6 milliards en 1992. La hausse de 2,1 milliards est imputable à la dette publique garantie qui est passée de 231,5 milliards de dollars en 1991 à 233,6 milliards en 1992. Les conditions moyennes de cette dette telles que les taux d'intérêt la période de maturité et les délais de grâce sont pratiquement restées les mêmes depuis 1987 ou ont faiblement varié.

B. La dette publique garantie

13. La part de la dette publique garantie à long terme qui représentait 96,3% en 1991 de la dette totale s'est maintenue à 96,4% en 1992 malgré une légère baisse en volume. La part des créances officielles dans la dette totale qui était de 73% en 1991 est remonté à 77,3% en 1992 mais a baissé en volume passant de 169,3 milliards de dollars en 1991 à 162,3 milliards en 1992. Dans ce total, la dette bilatérale représente une part importante. En 1992 elle représentait 41,9% de la dette totale de l'ensemble des pays africains. Quant à la dette multilatérale, elle est passée de 54,2 milliards de dollars à 60,0 milliards de 1991 à 1992 respectivement. Le service de la dette publique garantie de son côté représente pratiquement plus de 94%. En 1991 sur un total du service de la dette de 24 milliards de dollars, 22,5 milliards de dollars avaient été consacrés par la dette publique garantie. Les institutions multilatérales de financement ont encaissé 5,2 milliards de dollars en 1992 alors que les transferts en provenance de ces mêmes institutions n'ont été que de 2,7 milliards de dollars, soit un déficit de 2,5 milliards.

C. La dette privée

14. La dette totale privée comprenant tous les crédits à court et à long terme à des conditions commerciales et les obligations bancaires totalisait 69,9 milliards en 1991. En 1992 elle se situait à 85,8 milliards de dollars. Soit une hausse de 16 milliards. Les conditions de cette dette n'ont pas beaucoup varié ces dernières années. Alors que le taux d'intérêt moyen était de 8,7% en 1990 il a baissé de 1,3 point en 1991 et se trouve à 7,4%. Le nombre d'année de maturité moyen est resté le même en 1990 et 1991 et se stabilise à 6,6 ans. Compte tenu des conditions économiques difficiles, l'élément don de la dette privée a augmenté passant de 3,7% en 1990 à 7% en 1991.

15. Le service de la dette commerciale qui était de 12,5 milliards de dollars en 1991 soit 52,3% du service total de la dette a baissé à 45,5% en 1991 même si en volume il est passé à 15,7 milliards de dollars.

---

<sup>8</sup> Tous les chiffres cités sont ceux de la Banque mondiale sauf indication contraire.

**Tableau 1: Les transferts nets aux pays africains (1985 1990-1992) en millions \$ US)**

	1985	1990	1991	1992
Déboursments	19 577	21 862	18 855	19 356
Remboursement	18 489	24 107	23 961	34 393
Dont:				
i) Principal	11 904	15 804	15 417	23 508
ii) Intérêts	6 585	8 303	8 544	10 855
Transfert net	1 088	-2 245	-5 106	-15 037

Source: Banque mondiale

#### D. Les transferts nets aux pays africains

16. Comme il ressort du tableau les pays africains connaissent depuis 1990, une sortie nette de capitaux qui s'opère par le remboursement des dettes contractées. De 2,2 milliards environ en 1990, la saignée se situe en 1992 à 15 milliards de dollars. Cette charge pèse lourdement sur la balance des paiements des pays africains.

## CHAPITRE II - LES INITIATIVES PRISES JUSQU'ICI POUR RESOUDRE LA CRISE DE LA DETTE

### A. Cadre général d'allègement de la dette extérieure des pays africains

17. Le cadre général actuel d'allègement de la dette s'inscrit dans un processus logique qui a été initié par la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED)<sup>9</sup> suivant cette procédure. Dans un premier temps le pays en développement en butte à des difficultés financières demande que son problème d'endettement soit examiné à l'échelle internationale. Le débiteur et ses créanciers doivent se mettre d'accord sur l'organisme multilatéral auquel il convient de s'adresser. Dans un deuxième temps, il est procédé à une analyse globale de la situation économique du pays débiteur, en tenant compte à la fois des difficultés de balance des paiements et des problèmes structurels et financiers à long terme. L'analyse doit alors porter notamment à: (i) l'examen de la situation économique intérieure du pays par l'évaluation de l'usage qu'il fait à la fois des ressources intérieures et des ressources extérieures pour sauvegarder son développement; (ii) à l'estimation des besoins en capitaux à court terme et à long terme; et surtout (iii) à la prise en considération de la structure et des perspectives de tous les postes de la balance des paiements, de la politique monétaire et de la politique de change. Dans un troisième temps, un vaste programme d'action, établi à partir de l'analyse effectuée pendant la deuxième phase est arrêté d'un commun accord.

<sup>9</sup> Voir CNUCED: Doc. TD/B11167, Para. 63-74. Examen de l'application des principes directeurs annexes à la résolution 222 (XXI) de la CNUCED.



18. Ce programme devait comprendre certains éléments tels que: (i) l'adoption de mesures de politiques intérieures appropriées; (ii) l'octroi de ressources financières bilatérales et multilatérales supplémentaires à des conditions de faveur; et (iii) un allègement immédiat de la dette, sous la forme d'appui à la balance des paiements assorti au besoin du réarrangement des dettes contractées auprès des gouvernements créanciers ou garantis par eux.

19. Ce cadre tout en étant normatif n'est jamais parvenu à résoudre de façon durable le fardeau de l'endettement. Face à l'échec les responsables politiques des pays développés ont alors initié une série de plans et d'accords d'allègement de la dette qui s'apparentent aux pratiques traditionnelles. Les plus connus sont notamment le Plan Baker, le Plan Brady, l'Accord de Toronto, le Plan de Dakar, le Plan des Pays-Bas et le Plan de Trinité et Tobago. Et depuis peu, il y a une multitude de programmes de conversion de la dette tels que la conversion de la dette pour la conservation de la nature, la conversion de la dette en actif etc.. Ces nouveaux programmes se fondent sur la quotation du marché secondaire des créances.

## B. Les initiatives traditionnelles

### i) Les rééchelonnements classiques

20. Les initiatives traditionnelles partent du principe que la tension dans le domaine de l'endettement international est un problème conjoncturel de liquidité. Si l'on s'en tient à cette optique, les rééchelonnements de la dette réalisés soit par le Club de Paris, soit par le Club de Londres ou par des comités de direction des banques commerciales, sont des solutions de courte période.<sup>10</sup> Dans les solutions qui sont souvent proposées tout est mis en oeuvre pour que les pays débiteurs en difficulté de paiement reprennent rapidement le service intégral des dettes et redeviennent à nouveau dignes de la confiance des créanciers. Cependant avec l'aggravation de la crise de la dette il s'est avéré que le principe avait des difficultés à résoudre définitivement le problème de la dette bancaire. Dès 1985 le diagnostic a changé. Tous les acteurs sur le marché de la dette ont commencé à considérer la crise de la dette comme étant en partie structurelle et de longue durée. C'est sur cette base que plusieurs créanciers ont alors introduit dans le domaine de la dette publique le concept du rééchelonnement pluriannuel.

### ii) Rééchelonnement pluriannuel

21. Dans l'orientation de ceux qui ont lancé l'idée de rééchelonnement pluriannuel, celui-ci devait être plus souple et permettre une adaptation à des changements dus à l'instabilité de l'économie mondiale notamment au niveau des taux d'intérêt et des fluctuations des taux de change. Le rééchelonnement devait épouser autant que faire se peut une période couvrant un programme de réajustement. A l'examen de la situation de chaque pays débiteur, les créanciers officiels devaient envisager de négocier des accords prévoyant une période de consolidation de cinq à dix ans et un remboursement sur 20 à 30 ans avec un délai de grace de 10 à 15 ans.

---

<sup>10</sup> W. Cline, international debt: systemic risk and policy response. Institute for international economics, Washington 1984.

iii) Les programmes de soutien bilatéral

22. Un certain nombre de pays de l'OCDE ont mis en place des fonds d'assistance sous forme de dons pour encourager la réduction de la dette d'origine commerciale mais aussi les crédits consentis sous le régime d'aide publique au développement (APD). Ainsi les gouvernements allemands, belges, japonais, français, hollandais, suisses et plus récemment celui des Etats-Unis d'Amérique offrent un soutien financier et technique afin de faciliter des réductions de dettes. L'on notera notamment:

a) Les options de réduction de la dette de Toronto

23. Les options élargies de réduction de la dette dites de Toronto, ont été élaborées par le secrétariat du Club de Paris, discutées et acceptées par les Sommets économiques des septs pays les plus industrialisés de TORONTO tenu en juin et septembre 1988.

24. Les options de TORONTO considère que la dette bilatérale des pays à faible revenu pourrait être réaménagée au Club de Paris suivant un ensemble d'options qui seraient assorties de conditions favorables. Pour la dette octroyée à des conditions non favorables, les pays débiteurs pouvaient négocier les conditions de remboursement à partir d'un ensemble de trois options:

- i) Option A: annulation d'un tiers des échéances concernées et réarrangement du reliquat en prévoyant une échéance assortie d'une période de franchise de huit ans. Les intérêts moratoires devant être payés aux taux du marché;
- ii) Option B: adoption d'une période de remboursement plus longue pour la dette à des conditions libérales (échéance de 25 ans assortie d'une période de franchise de 14 ans). Les intérêts moratoires pourraient être payés aux taux du marché;
- iii) Option C: prélèvement de taux d'intérêts moratoires quelque peu inférieurs à ceux du marché et remboursement à une échéance de 14 ans assortie d'une période de franchise de huit ans.

25. Les options de Toronto ont marqué un tournant important dans la stratégie de réduction de la dette. Pour la première fois, les gouvernements créanciers reconnaissaient la nécessité d'un allègement concessionnelle de la dette publique contractée à des conditions commerciales. Néanmoins, l'application des options proposées dans l'accord de Toronto a révélé avec le temps leurs insuffisances.

b) Le plan de Dakar

26. Au Sommet de la francophonie de Dakar en 1988, la France a proposé l'annulation de la dette publique (aide publique au développement) pour les pays les moins avancés d'Afrique. L'application de cette mesure par la France a donné lieu à des annulations de dette de l'ordre de

40 milliards de dollars EU et des réductions de charge d'intérêt de 1,4 de dollars E.U.<sup>11</sup>

c) Le plan de la Baule

27. Lors du Sommet France-Afrique de la BAULE en 1989, la France a soulevé le problème des pays à revenu intermédiaire d'Afrique tels que la Côte d'Ivoire, le Cameroun, le Congo et le Gabon. Pour ces derniers la France a proposé la réduction à 5% au maximum des taux d'intérêt sur les crédits consentis à ces pays. A l'automne 1990, la France a proposé d'élargir le plan de la Baule à tous les pays à revenu intermédiaire sous forme d'allongement de période de maturités et ou de conversion de dette.

d) Le plan de Libreville

28. Lors du Sommet franco-Africain d'octobre 1992 à Libreville, la France a proposé un Fonds d'annulation de dette dit "Fonds de Libreville". Ce fonds doté de 4 milliards de FF est destiné aux pays à revenu intermédiaire de la zone franc: Cameroun, Gabon et Côte d'Ivoire. L'assiette de conversion est la dette rééchelonnée sous l'égide du Club de Paris, l'utilisation de ce Fonds n'est pas subordonnée à la conclusion préalable d'accord avec le FMI ou le Club de Paris.

e) Le plan de Trinidad et Tobago

29. Proposé par la Grande Bretagne lors de la Conférence du Commonwealth à Trinidad et Tobago fin septembre 1990 "le plan de Trinidad et Tobago" voudrait remplacer les trois options de TORONTO par un ensemble unique de mesures d'allégement des crédits bilatéraux sous la forme d'une réduction d'un tiers supplémentaire de toutes les dettes à recouvrer.

30. L'innovation du plan de Trinidad et Tobago réside dans le règlement de la totalité de la dette éligible d'un pays débiteur par une opération de rééchelonnement de long terme sur 25 ans avec la capitalisation des paiements d'intérêt au cours des cinq premières années. Le gain de trésorerie au cours de la première année du plan était estimé à US\$ 2,7 milliards pour les 19 pays éligibles dont 17 pays africains.

f) Initiatives du Canada

31. Le Canada quant à lui a décidé l'annulation des dettes correspondant à l'aide publique au développement pour les pays du Commonwealth.

32. A l'exception du Fond de Libreville, tous les programmes bilatéraux de réduction de la dette doivent faire l'objet d'un consensus au sein du Club de Paris et être ratifiées par chacun

---

<sup>11</sup> Le taux de conversion utilisé pour estimer le montant de l'annulation est de 5 franc français (FF) pour 1 dollar des Etats-Unis.

des gouvernements créanciers<sup>12</sup>. Deux principaux pays créanciers les Etats-Unis d'Amérique et le Japon demeurent réticents à l'égard de telles propositions de remise de dettes et insistent sur la dimension du cas par cas des mesures du Club de Paris.

33. Dans le cas des conditions de TORONTO, les Etats-Unis choisissent l'option du délai de remboursement prolongé, qui ne constitue pas une concession en termes financiers, mais plutôt l'extension du risque pays.

iv) Les soutiens combinés multilatéraux et bilatéraux

a) Le plan Baker et la nouvelle conditionalité

34. Depuis 1985, les Etats-Unis d'Amérique ont lancé deux plans de réduction de la dette: plan Baker et plan Brady. La thèse centrale du plan Baker consistait à admettre que la dette internationale ne sera résorbée tant que les pays débiteurs n'auront pas retrouvé une croissance saine et durable. Le plan Baker proposait 3 lignes d'action pour aider les pays les plus endettés à sortir de l'ornière:

- Engagement des débiteurs à mettre en oeuvre des programmes d'ajustement structurels;
- Accroissement des ressources à la disposition du FMI et des autres organisations financières internationales pour assister les débiteurs dans l'application de ces politiques;
- Accroissement des flux nets de capitaux bancaires vers ces pays.

35. La réaction aux propos de Baker a été rapide. En août 1986 le FMI créait la facilité d'ajustement structurel et la dotait de 2,7 milliards de DTS prêtées à long terme (10 ans) et portant un intérêt symbolique (0,5%). Ces ressources devaient aider les pays les plus pauvres parmi les plus endettés à opérer les transformations structurelles.

- En décembre 1987 le dispositif d'assistance structurelle du FMI était renforcé par la création de la facilité d'ajustement structurelles renforcée avec un budget de 6 milliards de DTS.
- En août 1988 le FMI faisait un pas supplémentaire en décidant la création de la facilité de financement compensatoire et de financement pour imprévus (FCFI) dont les ressources devaient notamment être utilisées pour protéger les programmes d'ajustement structurels de chocs exogènes.

---

<sup>12</sup> Le consensus répond au principe du partage de fardeau qui veut qu'un traitement uniforme soit appliqué à tous les créanciers pour ce qui concerne le remboursement de leurs créances. Voir à ce propos le document E/ECA/Trade/92/7: para 27-28: Stratégies efficaces pour l'allègement du fardeau de la dette extérieure de l'Afrique.

b) Le plan Brady

36. En mars 1989 Les Etats-Unis ont marqué un tournant de la stratégie officielle des pays créanciers<sup>13</sup> par le plan Brady. Celui-ci consistait à substituer la réduction de l'endettement par une stratégie du refinancement. S'inspirant de ce plan, la Banque mondiale et le FMI avec l'appui des créanciers officiels bilatéraux ont mis en place dès mai 1989 des politiques de financements spécifiques afin de réduire la dette bancaire des pays en développement dotés des programmes d'ajustement macro-économiques à moyen terme. En ce qui concerne la Banque mondiale, les fonds affectés au soutien des opérations de réduction de la dette s'élèvent à 25 % du programme de prêt à l'ajustement sur une période de trois ans ou 10 % du programme total de prêt. Si besoin est, des ressources additionnelles jusqu'à 15 % du total du programme de prêt de la Banque sur une période de 3 ans peuvent être utilisées pour la garantie du paiement de l'intérêt. Globalement, la Banque et le FMI peuvent libérer jusqu'à 25 milliards de dollars de ressources au soutien de l'initiative Brady.

37. De plus la Banque mondiale a mis en place une facilité spéciale en 1989 pour soutenir des opérations de rachats avec décote pour des pays débiteurs à faible revenu éligibles aux crédits IDA pour un total de 100 millions de dollars. La facilité peut fournir jusqu'à 10 millions de dollars par pays. Le fonds est complété par des financements d'origine bilatérale, venant principalement de la France, du Japon, de la Suisse, des Etats-Unis et d'autres pays donateurs. Cette facilité a été plus récemment appliquée pour le NIGER, le MOZAMBIQUE et le SENEGAL.

C. Les initiatives du marché en faveur de la restructuration de la dette

38. Les initiatives traditionnelles de restructuration de la dette n'étant pas parvenu à résoudre les problèmes de l'endettement des pays débiteurs, le marché secondaire est venu à la rescousse des pays endettés et des pays créanciers en instituant un système de menu pour les créanciers qui peuvent choisir entre différentes modalités d'allègement de la dette. L'orientation globale des initiatives du marché consiste à refinancer les dettes sans exposer les banques créancières à des risques supplémentaires en même temps qu'elles préserveraient la solvabilité des pays débiteurs.

39. Les initiatives du marché<sup>14</sup> pour la restructuration de la dette inclut en générale des options de rachat de dette, la conversion de créances, l'octroi de nouveaux crédits et les rééchelonnements.

40. Actuellement le niveau des prix sur le marché secondaire indique que les acheteurs ne sont pas encore très nombreux et jouent pratiquement sur des plages très limitées.

---

<sup>13</sup> Voir différentes publications du FMI, (occasional papers).

<sup>14</sup> UN: Debt equity conversions. A guide for decision-makers. Doc. ST/CTC/104 New York 1990.

i) Rachats de dette avec décote

41. Les procédures de rachats de la dette sur le marché secondaire permettent aux pays endettés de réduire leur dette en tirant profit de la décote des créances bancaires sur les marchés secondaires. L'efficacité d'un rachat dépend de l'origine des sources de financement (prêts ou dons) ainsi que du profil de la dette.

42. Pour les pays très endettés, l'objectif du rachat est surtout de redistribuer les créances entre les banques créancières en protégeant les petites banques. Pour des pays à faible revenu peu endettés, la raison d'être du rachat est d'éliminer la dette à l'égard des banques commerciales.

ii) Echanges et conversions de dettes (Swaps)

43. L'échange de dette ou Swap est une technique aujourd'hui fort répandue pratiquée par les banques commerciales très exposées dans les pays en développement.<sup>15</sup> Les banques participant à l'échange composent un cocktail de créances et émettent en contre partie du papier commercial proposé sur le marché moyennant une décote appréciable liée à la qualité des débiteurs. L'acquéreur du papier commercial parie sur la capacité des débiteurs à rembourser leurs dettes et à assurer un paiement régulier des intérêts sur leurs dettes. Si l'opération d'acquisition comporte évidemment un risque, ce risque est à priori censé être couvert par la différence entre le prix nominal et le prix de cession des créances. A ce jour il existe une multitude de programme de conversion de dettes tel que conversion de dette pour l'environnement, conversion de dette pour l'éducation, conversion de dette pour la santé etc..

iii) Conversion de dettes en obligations

44. Plusieurs pays débiteurs surtout d'Amérique latine<sup>16</sup> ont offert aux banques commerciales de convertir les prêts rééchelonnés en titres ou obligations avec décote ou avec taux d'intérêt réduit. Cette stratégie avait été pensée pour encourager la participation des banques du Club de Londres à augmenter leur exposition dans les pays débiteurs. La valeur actualisée des titres offerts devait garantir un rendement égal ou supérieur à la valeur liquide des créances sur le marché secondaire des créances bancaires.

---

<sup>15</sup> Paul KRUGMAN: private capital flows to problem debtors. In National Bureau of Economic Research Developing Country debt and the World economy. Edited by J. SACHS University of Chicago 1989 pp. 285-296.

<sup>16</sup> M. MORTIMORE: Debt equity conversion programmes: guidelines for debtors: UNCTC paper presented to a workshop on negotiating with Transnational Banks. Held in Bangkok 13-19 February 1989.

iv) La conversion de la dette en prises de participation dans le capital d'entreprises locales

45. Cette méthode vise trois objectifs simultanés: (a) Réduction de la dette et du service de la dette, (b) stimulation de l'investissement privé et (c) dans le cadre d'un programme de privatisation, rachat des entreprises publiques. Pour être crédible<sup>17</sup>, les actifs rachetés par la conversion de la dette doivent appartenir à l'Etat et pour intéresser les créanciers étrangers, ils doivent présenter quelques espoirs de rentabilité.

46. A ce jour, les pays en développement refusent pour des raisons politiques de sacrifier leur souveraineté économique au désendettement et refusent en même temps de perdre le contrôle des fleurons de leurs économies<sup>18</sup>.

47. En conclusion, la réduction des dettes marque un tournant dans les relations entre pays débiteurs et banques internationales. Ces réductions, toutefois, ne sont accessibles qu'à un nombre limité de grands pays débiteurs présentant une "masse critique" d'endettement, suffisante pour imposer une solidarité forcée entre débiteurs et créanciers. Pour les pays à forte décote, le financement de la réduction de la dette soulève des questions de coûts d'opportunité lorsque la décote reflète la suspension des services de la dette. Pour les autres pays, la réduction de la dette soulève le problème des conditions du retour aux marchés de capitaux. A défaut de programmes macro-économiques robustes, les pays débiteurs risquent<sup>19</sup> de faire face à des banques très provisionnées et qui restructurent leur portefeuille en faveur de prêts commerciaux et de lignes interbancaires à court terme.

### CHAPITRE III

#### ANALYSE DE L'IMPACT DES INITIATIVES PRISES SUR L'ENDETTEMENT EXTERIEUR DES PAYS AFRICAINS

48. Pour mesurer l'efficacité des initiatives prises pour alléger le fardeau de la dette deux critères généraux peuvent être utilisés: (a) leurs contributions à l'accroissement des transferts nets de ressources et (b) leur part dans l'amélioration de la solvabilité des pays bénéficiaires. Toute initiative doit dès lors concourir à la restauration de la capacité de service de la dette. Dans ces conditions les débiteurs qui enregistreraient des larges flux positifs de ressources pourraient assurer plus facilement le paiement aussi bien du services des anciennes dettes que de tout autre nouvel emprunt. Une autre façon de mesurer les tentatives de restauration d'une

---

<sup>17</sup> International Finance Corporation: privatization in developing countries. Volume 4 n° 1 Feb. 1990.

<sup>18</sup> P.H. DEMBISKI: l'endettement international coll. que sais-je, PUF 1989

<sup>19</sup> Masood Ahmed et Lawrence Summers. Le point sur la crise de la dette dix ans après. in Finance et Développement, septembre 1992 volume 29 n° 3 pp. 2-5.

capacité normale de service de la dette serait aussi d'examiner le volume de l'équivalent non concessionnel de la dette sous chacune des options à la fin d'une période spécifiée par exemple à chaque exercice d'annulation, de rééchelonnement ou de conversion.

A. L'annulation de la dette

49. Malgré les mesures prises par les créanciers publics pour annuler la dette d'APD des pays à faible revenu conformément à la résolution 165(5-IX) adoptée en 1978 par le Conseil du commerce et du développement, l'encours de la dette au titre de l'Aide publique au Développement (APD) des pays africains reste important. Les donateurs auraient annulé en 1989, 1,6 milliards de cette dette et en 1990 ce seraient 5,7 milliards qui auraient été annulés. L'on estime qu'en 1991, la dette annulée sera de 2,9 milliards. Les pays développés qui ont le plus annulé la dette bilatérale contractée au titre de l'APD serait la France, le Canada, la RFA et les Etats-Unis. Récemment au cours des réunions de la Banque africaine de développement plusieurs pays créanciers ont annoncé de nouvelles initiatives qui devraient aboutir à l'annulation d'un montant considérable de la dette d'APD des pays africains à faible revenu. L'on estime que l'annulation de la dette permet aux pays qui en bénéficient de pouvoir importer, d'investir et de se développer. Elle est préférable au rééchelonnement qui n'accroît pas les transferts de ressources nettes, mais qui en raison des coûts de financement supplémentaires liés à la consolidation des intérêts risquent d'aggraver la situation financière des pays endettés.

B. Les rééchelonnements

i) La dette publique concessionnelle

50. Les rééchelonnements qui consistent à reprogrammer les paiements dus au titre de services de la dette sont aujourd'hui gouvernés par les conditions du plan de TORONTO et s'articulent autour des 3 options cités plus haut.

51. Dans le cas de la dette contractée au titre de l'aide publique au développement (APD), il a été convenu que l'échéance serait celle de l'option B et que le taux d'intérêt serait au moins aussi bas que le taux initial, quelle que soit l'option retenue. Comme il a été dit précédemment, plusieurs pays donateurs ont appliqué des mesures plus généreuses en convertissant en dons les prêts au titre de l'APD. Le cas le plus récent est celui du Fonds de Libreville susmentionné. Doté d'un capital de 4 milliards de Francs français, le Fonds avait déjà procédé à l'annulation de 1 milliard de FF à la mi 1993<sup>20</sup>.

---

<sup>20</sup> Voir Michel H. BOUCHET: Du renouveau sur le Front de la dette, dans Jeune Afrique no. 1706 du 22 septembre 1993.



Tableau 2: Les rééchelonnements par le Club de Paris pour certains pays africains septembre 1990 - septembre 1992 (en millions de dollars E.U.)

	Montants consolidés	Période de maturité	Période de grace
Cameroun	1 080	14 ans 8 mois	8 ans
Congo	1 298	14 " 3 mois	5 ans
Côte d'Ivoire	724	14 " 6 mois	8 ans
Maroc	2 489	14 "	8 ans
Nigéria	3 048	14 " 5 mois	7 ans

Source : Banque mondiale

52. Le Club de Paris a introduit un nouveau plan dans le traitement de la dette des pays sévèrement endettés dans sa réunion de septembre 1990<sup>21</sup>. Suivant ce plan les pays débiteurs peuvent rembourser les prêts concessionnels consolidés avec 20 ans de maturité comprenant 10 ans de grâce. Les crédits fournisseurs et les autres prêts officiels qui ne sont pas concessionnels pouvant être remboursés avec 15 ans de maturité comprenant 8 ans de grâce.

ii) La dette publique non concessionnelle

53. La dette publique non concessionnelle consiste principalement en prêts bilatéraux et en crédits à l'exportation garantis par l'Etat. Elle a totalisé<sup>22</sup> en 1990, 2,3 milliards de dollars de flux et en 1991 leur niveau se situait à 1,5 milliards de dollars. Suivant les estimations de la Banque mondiale, en 1992 cette catégorie de dette s'établirait à 1,4 milliards de dollars pour l'ensemble des pays africains. Le niveau d'intérêts élevés pratiqués par les créanciers publics à ce genre de prêts pénalise les pays africains qui doivent faire face à des transferts négatifs depuis 1990. En effet de -112 millions en 1990 le transfert net a continué à baisser en 1991 pour s'établir à -752 millions de dollars. En 1992, l'on estime que les flux négatifs attendraient -1,7 milliards de dollars.

54. Le service total de cette dette a été de 3,7 milliards de dollars en 1990 soit 22,6% du service total de la dette payé par les pays africains. En 1991 ce pourcentage été de 20,3% et l'on estime qu'en 1992 ce pourcentage serait de 23,7%.

55. Le rééchelonnement de cette dette à des conditions libérales se fait dans le cadre du Club de Paris. A la suite de l'accord conclu par les pays industrialisés au Sommet de TORONTO en juin 1988 des progrès importants ont été réalisés même s'ils sont encore très limités.

<sup>21</sup> World debt tables 1992-1993 volume 1 Analysis and Summary tables p. 79.

<sup>22</sup> World debt tables 1990-1993 volume 1. op.cit.

56. Ainsi pour 17 pays africains qui ont bénéficié de l'accord du rééchelonnement de la dette publique non-concessionnelle en 1989 économie réalisée cette année là sur les paiements d'intérêt<sup>23</sup> a représenté moins de 2% des paiements au titre du service de la dette.

### C. Rééchelonnement pluriannuel

57. Sur la période 1989-1992, 24 pays africains ont bénéficié du rééchelonnement pluriannuel totalisant 52,8 milliards de dollars. De ce total 5 pays à savoir l'Egypte, la Côte d'Ivoire, le Maroc, le Nigéria et la Zambie ont totalisé 45,3 milliards de dollars soit 85,6% des rééchelonnements.

58. Pour l'année 1992 seulement le total des rééchelonnements pluriannuels ont totalisé 4,3 milliards de dollars et les conditions étaient basées sur "une carte de menu" commune. Les exceptions ont été le Maroc qui a bénéficié de 19 ans de maturité avec 9 ans de grâce, le Cameroun a eu une dette 1,1 milliards de dollars rééchelonné sur 19 ans avec 9 ans de grâce et la Côte d'Ivoire a pu rééchelonner 724 millions sur 14 ans et 8 ans de période de grâce.

**Tableau 3: Rééchelonnements pluriannuels 1989 - 1992**  
(en millions de dollars)

Angola	365
Bénin	316
Burkina Faso	71
Cameroun	1701
RCA	43
Tchad	33
Côte d'Ivoire	2901
Egypte	28164
Guinée	116
Guinée Bissau	40
Madagascar	335
Malawi	43
Mali	54
Mauritanie	112
Maroc	4289
Mozambique	504
Niger	177
Nigeria	7795
Tanzanie	1185
Togo	279
Ouganda	138
Zaire	1602
Zambie	2111
Total	<u>52815</u>

<sup>23</sup> Calculs réalisés à partir des données de la Banque mondiale World Debt Tables 1991-1992.

Source: Banque mondiale World debt tables op.cit.

D. L'allègement de la dette multilatérale

59. Les institutions financières multilatérales ont pris certaines mesures pour alléger le fardeau du service de la dette et éviter ainsi l'accumulation des arriérés. La Banque mondiale a décidé depuis 1988 à mettre de côté 10% des montants remboursés à l'IDA pour aider les pays éligibles à payer les intérêts sur les prêts consentis par la BIRD au taux du marché <sup>24</sup>. Plusieurs pays donateurs ont fourni à cette fin des ressources supplémentaires. Le FMI a créé la facilité d'ajustement structurel et la facilité d'ajustement structurel renforcé (FASR) pour fournir une aide concessionnelle aux pays à faible revenu en proie à des difficultés de balance des paiements.

60. Le FMI a dû prendre des mesures pour régler le problème des arriérés existants. Il a demandé à cette fin aux pays développés membres du Fonds de fournir des ressources supplémentaires dans le cadre de groupes d'appui pour aider les pays en développement débiteurs qui sont en retard dans leurs remboursements au FMI et qui sont disposés à prendre des mesures pour y remédier. Jusqu'à présent, ces groupes d'appui ont obtenu des résultats limités et aucun pays africain n'a encore bénéficié de leur aide. Au début de 1990, le Fonds a adopté une nouvelle approche selon laquelle tout pays membre ayant depuis longtemps des arriérés importants envers le FMI peut acquérir des droits moyennant une amélioration soutenue de ses résultats économiques dans le cadre d'un programme dit d'accumulation de droits.

E. L'allègement de la dette commerciale

61. La réduction de la dette commerciale se fait généralement au sein du Club de Londres et depuis peu dans le cadre du plan Brady, qui a centré sa stratégie sur la réduction de la dette et du service de la dette commerciale. Toutefois, ce plan ne concerne qu'un petit nombre de pays africains à revenu intermédiaire. Car la dette commerciale ne représente qu'une faible partie de l'encours total de la dette des pays africains. En 1991, elle représentait 9,7% de la dette totale alors qu'en 1992 la Banque mondiale estime qu'elle se situerait à 7,5%.

62. La Banque mondiale a financé le plan Brady pour les pays à revenu moyen éligibles aux programmes financés par l'IDA. Le Mozambique et le Niger sont les deux pays africains qui ont bénéficié de ce financement.

63. En 1991, le Niger a pu racheté 108 millions de sa dette commerciale à 82% de rabais. Cet exercice a fait jouer (a) un crédit IDA de 10 millions, (b) 3 millions de dollars (don) de contribution provenant du fonds suisse géré par IDA et (c) un don de 10 millions de dollars du gouvernement français. En décembre 1991, le Mozambique a pu racheter les 3/4 de sa dette commerciale de 123,8 millions de dollars à 90% de rabais. La France, les Pays-Bas, la Suisse et la Suède ont procédé au financement de l'opération. L'Ouganda a pu apurer toute sa dette à court terme.<sup>25</sup>

---

<sup>24</sup> ID/B/1280/Add.1 156-158.

<sup>25</sup> Voir Banque mondiale op.cit.

64. La Banque mondiale avait estimé que l'extinction, par le biais de ces rachats de la dette commerciale des 22 pays initialement visés par le programme spécial d'assistance pourrait nécessiter un financement de l'ordre de 200 à 300 millions de dollars, selon les décotes pratiquées. Le financement de ces opérations de rachat nécessiterait des contributions financières additionnelles de la part de donateurs bilatéraux.

65. Dans le cas de la dette commerciale des pays à faible revenu, la Banque mondiale a créé en septembre 1989 un fonds spécial de désendettement pour les pays exclusivement IDA doté de 100 millions de dollars provenant d'un transfert de revenus nets de la BIRD. Pendant une période de 3 ans ce fonds a permis aux pays à faible revenu remplissant les conditions de l'IDA d'obtenir des dons pour racheter en espèces des créances détenues par les banques commerciales.

F. La restructuration de la dette

i) L'évolution récente

66. Au cours de la période allant de janvier 1980 à novembre 1992, 32 pays africains ont renégocié leurs dettes avec des créanciers officiels ou des banques commerciales dans un cadre multilatéral. On estime à 105,3 milliards de dollars le volume total de la dette ainsi restructurée dont 81,8 milliards de dettes dues aux créanciers officiels et 23,5 milliards de dollars de dettes aux banques commerciales. L'Egypte, le Maroc et le Nigéria totalisent à eux trois, 68,0% de l'ensemble des dettes restructurées avec 71,6 milliards de dollars.

67. Les créanciers officiels ont restructuré 77,7% de l'ensemble des dettes alors que les sources commerciales ont pris à leur compte 22,3% des dettes restructurées.

68. Au cours des années 1991 et 1992 les consortiums des banques commerciales ont continué d'améliorer les conditions d'allègement de la dette en offrant des marges plus faibles et des échéances un peu plus longues.

**Tableau 4: Accords de restructuration de la dette dans un cadre multilatéral (en millions de dollars E.U.) janvier 1980 - novembre 1992**

Pays	Créances officielles	Créances commerciales	Total
Angola	365		365
Bénin	312		312
Burkina Faso	71		71
Cameroun	1701		1 701
Tchad	33		33
Congo	1761		1 761
Côte d'Ivoire	3538	1 336	4 874
Egypte	33 727		33 727
Gabon	1 898	184	2 082
Gambie	19	19	38
Guinée (B)	64		64
Guinée (C)	348	28	376
Guinée Eq.	70		70
Libéria	76	55	131
Madagascar	1325	583	1 908
Malawi	84	95	179
Mali	102		102
Mauritanie	227		227
Maroc	7 674	6 146	13 820
Mozambique	1 250	253	1 503
Niger	374	65	439
Nigéria	13 693	10 385	24 078
RCA	67		67
Sénégal	972	143	1 115
Sierra Leone	112	25	137
Somalie	221		221

Pays	Créances officielles	Créances commerciales	Total
Soudan	998	3 173	4 161
Tanzanie	1 871		1 871
Togo	739	201	940
Ouganda	319		319
Zaïre	4 845	772	5 617
Zambie	2 991		2 991
Totaux	81 837	23 463	105 300

Source: Banque mondiale WDT 1992-93

Tableau 5: Accords de restructuration des dettes publiques (janvier 1980 - novembre 1992)

Année	Nombre d'accords	Montants rééchelonnés (en millions de dollars)
1980	3	2 660
1981	9	3 277
1982	6	678
1983	17	8 739
1984	14	4 569
1985	22	17 412
1986	17	11 727
1987	17	23 845
1988	14	7 735
1989	23	16 767
1990	18	17 366
1991	16	65 858
1992	16	11 560
Total	192	192 192

Source: WDT op.cit.

69. En effet les taux d'intérêt qui étaient à une moyenne de 10,1% en 1982 ont continué à baisser jusque 7,6% en 1988 et se situaient à 7,4% en 1991. La période de grâce moyenne qui était de 4 ans en 1985 a cependant été raccourci depuis lors et se situe à 2,2 ans en 1990 et 1,8 ans en 1992. La période de maturité de remboursement s'est stabilisée à 6,6 ans en 1991 alors qu'il avait atteint 10,3 ans dans les années 1985. L'élément don de la dette due aux créanciers privés a remonté à 7% en 1991 après avoir été à 3,7% en 1990 et même 0,6% en 1983.

ii) Accords d'allégement de la dette avec les banques commerciales 1991-1992

70. Au cours de la période 1991-1992, il y a eu 5 accords d'allégement de la dette qui ont été négociés dans le cadre multilatéral entre les banques commerciales et les Etats africains débiteurs. Le Mozambique a pu rééchelonner une dette de 120 millions de dollars dans le cadre du plan Brady. L'accord signé lui donne 15 ans de période de maturité avec 8 ans de délai de grâce. Le Niger a pu rééchelonner 111 millions et le Nigéria 5,3 milliards de dollars tandis que le Gabon rééchelonnait 157 millions de dollars sur 13 ans. Le cas du Nigéria est unique en son genre en ce sens qu'il a pu négocier un accord de réduction volontaire de la dette par un rachat de 3,3 milliards de sa dette en principal à 62% de rabais et 2,0 milliards de dollars de son service avec un rabais de 38%.

71. L'allégement de la dette offert par les banques commerciales comporte: (a) la restructuration des remboursements du principal venant à échéance pendant une période de consolidation préétablie; (b) l'octroi de nouveaux prêts à long terme et (c) l'engagement de maintenir ou de prolonger les lignes de crédits à court terme. Les accords d'allégement de la dette peuvent contenir un ou plusieurs de ces éléments.

G. Le marché secondaire et les accords swaps

72. Le marché secondaire qui s'est développé rapidement ces dernières années repose sur une évaluation par le marché de la valeur des portefeuilles constituées par les contrats des diverses créances<sup>26</sup>. En Afrique le marché secondaire rencontre deux limites principales pour son application: (a) en premier lieu, la dette africaine est constituée principalement de portefeuilles d'origine publique, or, à ce jour il n'existe de marché secondaire que pour les créances bancaires. Il devient donc pratiquement impossible par ce biais de comparer les fardeaux supportés par les créanciers privés et les créanciers officiels; (b) en deuxième lieu, le marché secondaire est très étroit et n'intéresse que de très gros débiteurs<sup>27</sup> or les pays africains pris individuellement ne sont que de petits débiteurs au regard des grandes banques internationales.

73. L'on constate que sur le marché secondaire certains créanciers cèdent leurs créances ou bien parce qu'ils ne veulent pas participer aux programmes de renégociations avec les débiteurs ou qu'ils préfèrent limiter les dégâts à la décote plutôt que de prendre le risque de devoir accroître leur exposition par des crédits involontaires. D'autres créanciers, notamment les banques européennes et des banques régionales américaines vendent parce qu'elles ont suffisamment provisionné les créances et veulent se débarrasser une fois pour toute d'un problème exotique par rapport à leurs activités normales.<sup>28</sup> Ainsi, elles signifient leurs refus

---

<sup>26</sup> Jaime de Pinies et G. Anayiotos: The Secondary Market and the International Debt Problem. UN Working Paper Series, DIESA, Working Paper No.7, New York, Nov. 1987.

<sup>27</sup> Morgan Guaranty: LDC Debt Relief or Market Solutions? World Financial Markets, September 1986.

<sup>28</sup> NOREL et E. SAINT-ALARY: l'endettement du Tiers-Monde. Ed. Saint Martin Paris 1988. P.H. DEMBISKI: op. cit.

de participer aux rééchelonnements futurs et de fournir aux débiteurs des capitaux frais. Pour d'autres enfin, la vente des dettes des pays débiteurs est une source de liquidités nécessaires au réaménagement de leur portefeuille.

74. D'autres méthodes sont souvent utilisées pour réduire la dette commerciale. Il s'agit des donations de créances aux organismes d'aide ou de charité qui utilisent ces paiements en monnaie locale comme un rajout à leur programme de soutien dans les pays débiteurs.

75. C'est dans ce même cadre que s'inscrit le programme de conversion de dette pour l'environnement et la conservation de la nature. Comme il ressort du tableau, VI quatre pays africains ont déjà bénéficié de ce type de programme de conversion des dettes sur la période 1989-1991, en rachetant leur dette totale de 6 569 millions pour 1 778 millions de dollars soit un prix de cession de 27,1%. Madagascar a déjà recouru à 3 reprise à cette technique pour un montant de 3 149 millions de dollars.

Tableau 6: Dette pour la conservation de la nature

Pays	Année 1989	Valeur nominale	Prix de cession (en %)	Coût d'acqui- sition (en milliers \$) 950	Organisa-tion
				454	WWF/USAI
	Madagascar	2 111	45		D
	Zambie	2 270	20		WWF
				446	
	1990				WWF
	Madagascar	919	48,5	59	
				250	
	1991			65	
	Madagascar	119	49,6		CI
	Ghana	1 000	25		DDC/CI/SI
	Nigéria	150	43,3		NCF

Source: Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) Paris 1992.

WWF: World wildlife

NCF: Nigeria Conservation Foundation

CI: Conservation international

DDC: Debt for development coalition

SI: Smithsonian Institution

## CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

76. Les pays africains continueront d'avoir besoin d'apports financiers extérieurs substantiels pour soutenir leur processus d'ajustement structurel et la transformation de leurs structures de production. Dans le même temps, des efforts spéciaux devront être faits dans les années 90 pour corriger le recul qui s'est produit dans des domaines tels que la sécurité alimentaire, la mise en



valeur des ressources humaines et les investissements d'infrastructure, et pour financer des mesures de protection de l'environnement.

77. Pour répondre aux besoins en ressources, il faut recourir à la fois à des mesures d'allégement de la dette et à des apports nouveaux à des conditions de faveur. L'allégement de la dette ne sera pas suffisant pour placer les pays africains dans la voie d'un redressement durable, sans une politique visant à élargir et à diversifier leur base de production pour renforcer sensiblement leur capacité de gain en devises. Ce processus exige des ressources additionnelles à des conditions de faveur pour financer un accroissement des investissements.

78. Bien que les donateurs se soient engagés à travers différents accords - deuxième Programme spécial d'assistance, neuvième opération de reconstitution des ressources de l'IDA, quatrième Convention de Lomé - à continuer d'appuyer les pays africains, un substantiel accroissement des ressources, au-delà des niveaux déjà annoncés, est nécessaire. Dans ce contexte, la sixième opération de reconstitution des ressources du Fonds africain de développement, actuellement en négociation, devrait bénéficier d'un appui total. La Banque africaine de développement espère que les donateurs accepteront une hausse de 75% des ressources du Fonds, ce qui représenterait l'injection de 4,75 milliards de dollars pour le financement de prêts à des conditions de faveur au cours des trois prochaines années.

79. Il est tout aussi important de renforcer l'efficacité de l'aide, tant du côté des bénéficiaires que de celui des donateurs. A cet égard, l'expérience des années 80 a montré la nécessité de revoir la formulation des stratégies de développement et des politiques d'ajustement dans les pays africains sur une plus longue période dans le contexte des prêts à l'appui des réformes. Dans le même temps, il faudrait insister sur le renforcement des capacités institutionnelles des pays bénéficiaires de coordonner et de gérer les ressources. Les pays africains, quant à eux, devraient aussi promouvoir des conditions favorables à un accroissement de l'efficacité de la production, notamment en intensifiant leurs efforts de bonne gestion.

80. Il faudrait voir le problème de la dette dans le contexte global du développement. A cette fin le principe du traitement de la dette d'un pays dans le cadre d'un programme de développement à moyen terme et des besoins globaux de financement que ce programme devrait bénéficier d'une coordination entre les créanciers, publics et privés et des donateurs en association devrait être avec les groupes consultatifs, les tables rondes, les comités de banques commerciales en matière de rééchelonnement et les institutions multilatérales.

81. Compte tenu du surendettement de la majorité des pays africains, dont les ressources sont limitées, l'annulation d'une forte proportion de la dette de ces pays, principalement due à des créanciers publics, reste la meilleure solution pour relancer les économies. Concernant la dette publique aux conditions du marché des pays à faible revenu, il conviendrait de réviser en profondeur les modalités définies à Toronto et de prendre d'urgence des mesures tendant à l'annulation de la totalité de l'encours de cette dette. Pour ce qui est de la dette contractée auprès de créanciers du club de Paris par les pays à revenu moyen inférieur, il faudrait réviser les modalités définies à Houston de façon à y inclure des options de réduction de la dette et du service de la dette.

82. S'agissant de la dette contractée auprès de banques commerciales par les pays à faible revenu, les opérations de rachat de créances devraient être amplifiées, avec l'aide de contributions de donateurs, de façon à parvenir à l'élimination de cette charge. Concernant la dette commerciale des pays à revenu moyen et dans le contexte du plan Brady en général, les montages financiers devraient être davantage axés sur une réduction de la dette que sur l'octroi de nouveaux crédits. Dans chaque cas, les négociations devraient être articulées sur des estimations fiables des besoins du pays en matière de réduction de la dette et de trésorerie. Les institutions financières multilatérales pourraient jouer un rôle utile à cet égard. De nouvelles mesures d'encouragement, principalement par le biais de lois et réglementations nationales pourraient également être spécifiquement adoptées pour obtenir des niveaux adéquats de réduction de la dette et du service de la dette. Enfin les techniques de conversion de la dette par échanges de créances (Swaps) devraient être étudiées en profondeur et généralisées s'il le faut.